

MENU

ENTREPRISE & EXPERTISE | DOSSIERS | CLASSEMENTS | LES RENCONTRES D'EXPERTS | LA LETTRE D'OPTION DROIT & AFFAIRES

Accueil > Droit & Affaires > La lettre d'Option Droit & Affaires > La lettre du 18 octobre 2017 > Le droit représente 431 820 emplois directs en France

LA LETTRE D'OPTION DROIT & AFFAIRES

L'ÉVÉNEMENT

FOCUS

Le droit représente 431 820 emplois directs en France

LETTRÉ OPTION DROIT & AFFAIRES - 18 OCTOBRE 2017 - CORALIE BACH

ENVOYER

IMPRIMER

Partager

Tweeter

G+

PARTAGER

Le Cercle Montesquieu, l'AFJE et EY Société d'Avocats ont dévoilé ce mercredi les résultats de l'Observatoire des acteurs économiques du marché du droit. Cette nouvelle édition témoigne du dynamisme de la filière et de ses évolutions.

Avec 431 820 emplois directs et une contribution économique estimée à 31,1 milliards d'euros, le secteur juridique souhaite se positionner en véritable «industrie». Les professionnels du secteur dit «concurrentiel», qui regroupe notamment les avocats, les juristes, les experts-comptables ou encore les legaltech, représentent à eux seuls 44 % de la filière. Viennent ensuite les professions administratives et judiciaires (magistrats, employés des tribunaux, etc.) avec 147 188 emplois, puis les professions relevant du tarif réglementé (notaires, huissiers, administrateurs judiciaires...) avec 73 543 emplois. Les enseignants et le personnel des autorités indépendantes complètent ce panorama. «Cet observatoire témoigne d'une filière en croissance, composée d'une pluralité d'acteurs, et surtout créatrice de valeur économique», souligne la présidente de l'AFJE, Stéphanie Fougou. A noter que le périmètre de l'étude a cette année été élargi pour inclure, entre autres, le personnel des études notariales et le personnel pénitentiaire. L'état des lieux n'est pour autant pas encore exhaustif : faute de données, les médiateurs, par exemple, ne sont pas comptabilisés. Dans le détail, les avocats connaissent la plus forte progression en valeur absolue, avec l'arrivée de 5 257 professionnels supplémentaires depuis 2015, date de la dernière étude. Les directions juridiques et fiscales connaissent, elles aussi, une belle évolution avec une croissance de 7 % depuis 2010. Malgré une stabilité des budgets, les équipes se sont étoffées. Signe de la prise de conscience de la part des entreprises de l'importance de la fonction, les directions juridiques se développent au sein des ETI. Si en 2010, le seuil de création d'une direction juridique se situait en moyenne à 1 000 salariés, il est aujourd'hui descendu à 800 salariés.

Vers une multiplication des fonctions

Outre une évolution quantitative, l'étude témoigne également de certaines mutations avec la multiplication de fonctions dérivées du droit. Le renforcement de la législation en matière de lutte contre la fraude et la corruption, avec Sapin 2, entraîne par exemple le développement des compliance officers et autres risk managers. Près de 20 % des effectifs des directions juridiques et fiscales sont d'ailleurs composés de non-juristes.

Si les professions du droit sont plus que jamais au cœur de l'activité économique, elles n'en restent pas moins confrontées à plusieurs défis. Les auteurs de l'étude sont ainsi unanimes quant à la nécessité de revoir la formation, tant initiale que continue, pour mieux l'adapter aux besoins des employeurs. La formation pourrait être également l'occasion de renforcer les

L'ÉVÉNEMENT

Predictice réagit aux critiques de certains magistrats

Alors que les bouleversements des métiers du droit entraînés par les legaltech sont régulièrement évoqués, la récente di...

COMMUNAUTÉ

LE CABINET DE LA SEMAINE

De BOPS à Orpa Legal

Face au départ d'un de ses fondateurs, BOPS, la boutique spécialisée en contentieux, se transforme et adopte un nouveau ...

CARNET

Toutes les nominations de la semaine

Associés des cabinets d'avocats, directeurs juridiques, conseillers financiers, suivez les mouvements des grands acteurs...

AFFAIRES

FOCUS

Le droit positif est-il adapté à l'intelligence artificielle ?

Le développement de l'intelligence artificielle (IA) s'accélère, mais le droit positif est-il adapté ? Pour tenter de ré...

LE DEAL DE LA SEMAINE

La medtech Biom'Up lève plus de 38 millions d'euros sur Euronext

Biom'Up réussit son introduction en Bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

ACTUALITÉS

Tous les deals de la semaine

liens entre des professions encore trop souvent isolées les unes des autres. Un sujet qui sera certainement au programme du Grenelle du droit, organisé le 16 novembre prochain.

ENVOYER IMPRIMER

Partager

Tweeter

G+

PARTAGER

SOMMAIRE DE LA LETTRE OPTION DROIT & AFFAIRES DU 18 OCTOBRE 2017

Predictice réagit aux critiques de certains magistrats

De BOPS à Orpa Legal

Toutes les nominations de la semaine

Le droit représente 431 820 emplois directs en France

Le droit positif est-il adapté à l'intelligence artificielle ?

La medtech Biom'Up lève plus de 38 millions d'euros sur Euronext

Tous les deals de la semaine

La mise en œuvre du dispositif de la portabilité des garanties de mutuelle et de prévoyance dans les entreprises en liquidation judiciaire : un espoir est-il permis ?

Le registre des bénéficiaires effectifs : une nouvelle contrainte à la charge des entreprises

Private equity, fusions-acquisitions et droit général des affaires, suivez les grands dossiers de la semaine.

ANALYSES

CORPORATE

Regain d'optimisme en Europe pour les opérations de fusion-acquisition

L'intérêt pour les opérations de fusion-acquisition en Europe est rapidement revenu après le résultat surprenant du vote...

COMPLIANCE

L'alerte professionnelle et la loi Sapin 2

Si la France compte depuis longtemps des mécanismes de signalement dans les entreprises, notamment depuis 1982 en matière...



ABONNEMENTS OPTION FINANCE

Offre premium

Tous les articles et les archives du magazine accessibles en ligne

DÉCOUVRIR NOS OFFRES D'ABONNEMENT

LES NEWSLETTERS D'OPTION FINANCE

Ne perdez rien de toute l'information financière

S'ABONNER

ACTUALITÉS

DOSSIERS

ENTREPRISES & FINANCE

DROIT & AFFAIRES

ASSET MANAGEMENT

BLOGS & ANALYSES

COMMUNAUTÉS

PATRIMOINE

Menu ▼

Newsletters

Événements

Les conférences de l'Opinion

Lettres professionnelles

S'abonner

Le magazine

Le groupe Option Finance

Services ▼

NOUS SUIVRE

Mentions Légales

Conditions générales de vente

Cookies

Crédits

Contact

Plan du site